

María Laura Realí

Représentations du passé et discours politiques en Uruguay dans la première moitié du XXe siècle

Thèse soutenue à l'EHESS, Paris, le 23 juin 2005. Directeur de Thèse : François Hartog. Membres du Jury : Capucine Boidin, Roger Chartier, Fernando Devoto, François Hartog.
[16/12/2006]

Résumés

Français

Le travail considère le parcours de Luis A. de Herrera (1873-1959), politicien et historien uruguayen. Il s'intéresse aux modalités de production, de circulation et de réception de son discours, dans les premières trois décennies du XXe siècle. Il vise à cerner les rapports entre les pratiques et les divers registres discursifs au carrefour de l'histoire, de la mémoire et de la politique. Abordée par le biais de la reconstruction des échanges épistolaires et des réseaux personnels d'Herrera, sa démarche est présentée dans le cadre plus large des débats latino-américains engagés autour des questions nationale et sociale, très marqués par l'appropriation de doctrines européennes. L'approche apporte des éléments à la connaissance de mouvements politiques et intellectuels en Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay. Elle analyse les tentatives de formuler un nouveau récit du passé régional, première expression d'un revisionismo histórico concernant notamment les représentations de la Guerre du Paraguay.

Entrées d'index

Mots clés :

Argentina, historiographie, histoire politique, Rio de la Plata, Uruguay, Guerre du Paraguay, Question nationale, Question sociale, Luis Alberto de Herrera

Keywords :

Historiography, Political History, Río de la Plata, War of Paraguay, National question, Social question

Palabras claves :

Revisionismo histórico

Plan

La définition des frontières dans la région du Rio de la Plata dans les premières décennies du XXe siècle. La «Guerra de la Triple Alianza» comme précédent et comme contre-exemple.

Les rapports internationaux

Les leçons du passé

Histoire et frontières

La définition des frontières dans la région du Rio de la Plata dans les premières décennies du XXe siècle. La «Guerra de la Triple Alianza» comme précédent et comme contre-exemple.

Les rapports internationaux

1 Depuis la défaite de 1870, le Paraguay subissait une forte influence de ses deux grands Etats limitrophes. Le poids de l'Argentine se faisait sentir sur le terrain économique, alors que l'hégémonie brésilienne s'exprimait notamment au niveau politique. En 1904, une révolution de libéraux, appuyée par l'Argentine, aboutit à la destitution du parti *Colorado* paraguayen du pouvoir. Vers le milieu des années dix, la prise de conscience du déséquilibre d'influences en faveur de l'Argentine provoqua une réaction de la part de certains secteurs du parti libéral liés au gouvernement. Les autorités paraguayennes et brésiliennes envisagèrent diverses mesures visant à contrer cette forte dépendance. La construction d'un chemin de fer entre Asunción et São Paulo, les échanges culturels et la coopération militaire se trouvèrent parmi les actions projetées, sans trop de succès, au moins pour ce qui est des deux premières. Quoi qu'il en soit, les espoirs fondés sur un appui possible des gouvernements voisins auraient encouragé les révoltes internes successives contre le gouvernement paraguayen en place. Ces circonstances débouchèrent sur l'instabilité politique du pays durant les premières décennies du XXe siècle, indépendamment du résultat de chaque tentative révolutionnaire, et de l'accomplissement ou non, dans les faits, des expectatives d'assistance étrangère¹.

2 En Uruguay, une série de questions diplomatiques liées à la délimitation définitive des frontières fluviales mobilisa les hommes politiques et l'opinion publique au cours des années dix. D'une part, l'Uruguay avait perdu, lors du traité de 1851, le droit de navigation de la lagune Merim et du fleuve Yaguarón. Cette question a trouvé une solution définitive en octobre 1909, grâce à un accord de rectification de frontières signé par Rufino T. Domínguez et le Baron de Rio Branco, qui établissait la souveraineté commune du Brésil et de l'Uruguay sur lesdites extensions fluviales. D'autre part, l'inexistence d'un traité entre ce dernier pays et l'Argentine, fixant leur autorité sur les eaux du Rio de la Plata, a provoqué des incidents diplomatiques successifs.

3 Dès la fin du XIXe siècle, deux facteurs avaient poussé les gouvernements du Brésil et de l'Argentine à renforcer leurs marines de guerre : la rivalité croissante pour la prépondérance navale, et les problèmes de tracé de frontières entre le deuxième de ces Etats et le Chili. C'est dans ce cadre que s'inscrit la nouvelle orientation en matière internationale proposée par le Président José Figueroa Alcorta, au cours de l'année 1906. Le Rio de la Plata ayant été considéré comme un objectif stratégique de premier ordre, le gouvernement argentin s'attribua le droit de défendre intégralement le fleuve, et notamment son embouchure. Dans le domaine du droit, cette politique trouvait sa justification dans la doctrine de Estanislao Zeballos, qui occupa le poste de Chancelier en 1898 et de nouveau en 1907. Faisant appel à des droits historiques de l'époque du vice-royaume du Rio de la Plata, il soutint la thèse de la souveraineté argentine sur le fleuve, et son autorité exclusive sur l'estuaire et la navigation des canaux². Dans ce cadre, deux incidents ont fortement mobilisé l'opinion publique et les corps diplomatiques des deux Etats baignés par le Rio de la Plata. En 1907, la marine argentine a capturé l'équipage d'un bateau uruguayen qui faisait le sauvetage d'un autre naviguant sous le même pavillon. L'année suivante, l'armée du premier pays

exécuta des manœuvres navales dans un endroit très proche à la côte du second. Quelque temps après ces épisodes, en janvier 1910, le protocole Ramírez - Sáenz Peña rétablit le *statu quo*. L'utilisation commune des eaux s'est prolongée jusqu'aux années soixante et soixante-dix, quand les frontières du Rio de la Plata et du fleuve Uruguay ont été définitivement fixées.

4 Luis Alberto de Herrera³ a activement participé aux campagnes d'opinion développées autour desdits incidents diplomatiques. De fait, il s'était très tôt intéressé aux affaires étrangères, ayant occupé, entre 1901 et 1904, les postes de premier secrétaire et, ensuite, de chargé d'affaires, à la légation de l'Uruguay aux Etats-Unis et au Mexique. Quelques années plus tard, il s'est prononcé sur le principe de droit international présenté à la considération du gouvernement nord-américain par Luis María Drago, vers la fin de 1902. Ce dernier, ministre des affaires étrangères de l'Argentine sous la présidence de Julio A. Roca, avait postulé l'illégitimité de l'ingérence armée et de l'occupation militaire des pays du continent américain à cause de leurs dettes publiques⁴. Herrera a abordé ce sujet en 1906, à la veille de la Tercera Conferencia Panamericana de Rio de Janeiro, dans une série d'éditoriaux du journal *La Democracia*, recueillis ensuite dans son livre *La Doctrina Drago y el interés del Uruguay*. Dans ces écrits, Herrera se réclamait lui aussi du principe de non-intervention, ce qui ne l'empêchait pas d'exprimer sa méfiance envers les actions diplomatiques du pays voisin. D'après Herrera, l'Uruguay devait avant tout considérer sa propre situation locale à l'heure d'apprécier ce type d'initiatives sur le plan international. De ce point de vue, il conseillait de se maintenir à l'écart de la politique des puissances limitrophes. Suivant l'auteur, ce ne serait pas à elles, mais à d'autres pays européens et même aux Etats-Unis qu'il aurait fallu confier la médiation en cas de conflit dans le Cono Sur. Même si le grand colosse du Nord et sa doctrine Monroe pouvaient représenter un danger pour les Etats proches, il ne l'était guère à son avis, au début du XXe siècle, pour les lointaines nations de l'Amérique du Sud. Au cours de ces mêmes années, d'autres écrivains hispano-américains, parmi lesquels Rufino Blanco Fombona, avaient envisagé l'appel provisoire à ce recours comme le moindre mal⁵.

5 Le critère de l'intérêt national a d'abord guidé la polémique sur la présentation de La Doctrina Drago dans la prochaine conférence de La Haya qu'Herrera a entretenue en mars et en juin 1907 depuis les pages de *La Democracia*⁶, cet homme politique ne jugeant pas opportun de la soumettre à la considération dudit Congrès, pour des raisons indépendantes du principe juridique qu'elle représentait. A son avis, l'initiative ne bénéficiait aucunement à l'Uruguay⁷. Un Etat sud-américain qui respectait ses engagements financiers internationaux, comme c'était le cas de celui-là, n'avait rien à craindre d'interventions étrangères. L'action envisagée par l'Argentine ne pouvait pas d'ailleurs se prétendre consensuelle dans l'ensemble du continent américain, où divers Etats hésitaient à appuyer son essor dans les circonstances actuelles. L'auteur signalait enfin qu'on pouvait mettre en doute l'impartialité du Congrès qui allait juger la proposition.

6 Quelques mois plus tard, le problème de la souveraineté des eaux du Rio de la Plata donna lieu à une nouvelle polémique. Le débat fut déclenché par deux épisodes conflictuels. D'une part, un décret du gouvernement uruguayen concernant la pêche avec des filets de profondeur. D'autre part, l'annonce d'une réclamation de la chancellerie de ce pays à cause de la participation des autorités argentines de l'île Martín García dans le naufrage d'une embarcation dans des eaux considérées comme étant de juridiction uruguayenne. Engageant aussi bien des personnalités uruguayennes qu'étrangères, visible dans diverses publications périodiques et, notamment les journaux *La Prensa* de Buenos Aires et *La Democracia* de Montevideo, la controverse s'est développée au cours des mois d'août et de septembre de 1907. Le juriste argentin José León Suárez et Luis A. de Herrera furent parmi ses principaux acteurs⁸. Aux thèses de la souveraineté argentine sur le Rio de la Plata, ou des eaux communes à partir d'une certaine distance de la côte, soutenues par le premier, s'opposait celle d'une ligne de partage imaginaire, distribuant les eaux entre les deux pays, qui était la seule acceptable selon le deuxième. Herrera a mené une campagne de presse visant à mobiliser l'opinion nationale, et il a mis en pratique, en même temps, une stratégie au niveau régional. Dans ce dernier but il a fait publier, dans le journal qu'il dirigeait, des écrits des intellectuels paraguayens appuyant sa thèse, ainsi qu'une lettre privée qui lui avait été adressée par le ministre brésilien en Argentine, Assis Brasil, où celui-ci montrait un certain penchant pour la position d'Herrera⁹.

7 L'enjeu de la délimitation des frontières occupait une place remarquable dans les relations régionales du début du siècle, marquées par des tentatives diverses de résolution des conflits par la voie diplomatique. Malgré les tensions générées dans les affrontements pour l'hégémonie ou pour les territoires en litige, diverses actions de rapprochement ont été entamées par les gouvernements argentin, chilien et brésiliens de l'époque. Cette politique, qui a été baptisée de l'ABC en raison des noms des pays participants, a bénéficié d'un élan considérable pendant la présidence de Roque Sáenz Peña en Argentine (1910-1914). Son approche pacifiste des relations internationales et l'approfondissement des liens avec le Brésil furent encouragés par certains secteurs de la presse, parmi lesquels *La Nación* de Buenos Aires. D'autres publications périodiques développèrent une opposition tenace aux postulats internationaux de Sáenz Peña. L'une des plus acharnées fut *La Prensa*, journal qui avait été le principal protagoniste de la polémique avec *La Democracia* autour de la juridiction du Rio de la Plata, et dans lequel Estanislao Zeballos jouait un rôle central¹⁰. L'avancement des négociations a été mis en évidence au cours des premiers mois de 1914, quand les trois pays offrirent leur médiation dans un conflit entre le Mexique et les Etats-Unis. Cette dernière initiative constitua l'un des précédents les plus remarquables de l'ABC, formalisé à partir d'une réunion des chancelleries en mai 1915 juste avant la signature d'un pacte¹¹.

8 C'est dans ce cadre que s'inscrit le discours prononcé par Luis Alberto de Herrera au parlement le 15 mai de la même année, au sujet de la position que l'Uruguay devait adopter face à la nouvelle configuration des rapports

régionaux. Selon l'homme politique, l'Uruguay avait intérêt à suivre de manière attentive ces réunions tripartites visant à créer « une association de nations ayant tendance à s'attribuer la personnalité juridique continentale ». Malgré les déclarations des protagonistes « selon lesquelles on ne prétend pas se passer des petites nations », Herrera dénonça la vocation hégémonique, voire tutélaire, de la nouvelle formule¹². D'après lui, la question de la juridiction du Rio de la Plata n'ayant pas encore trouvé une solution définitive malgré le protocole de 1910, elle devait faire l'objet d'une vive attention en tant qu'elle concernait l'un des membres de l'ABC. A la place de cette initiative, il proposait une formule de « solidarité continentale ». Et Herrera de rappeler le précédent bolivarien d'une politique concertée par l'ensemble des nations sud-américaines, représentées toutes « en parité absolue de conditions »¹³. Selon l'auteur, le veto des petits Etats du continent comme le Paraguay, la Bolivie et l'Uruguay aurait suffi pour empêcher la formule tripartite de l'ABC de se concrétiser. En particulier, la position du dernier de ces pays ne devait pas être sous-estimée. Malgré son extension territoriale réduite, l'Uruguay « marche décidemment à la tête, toute comme d'autres [Etats], des nations de l'Amérique du Sud », en raison de « la qualité caucasique de sa race, ainsi que de sa richesse, de sa position géographique privilégiée, de la fermeté virile de ses fils en ce qui concerne la défense de l'indépendance, et de la culture moyenne dominante »¹⁴. Son discours se voulait en même temps la dénonciation d'une formule risquant d'imposer l'action concertée des puissances voisines au détriment des petits pays de la région, et une déclaration d'optimisme par rapport à la situation uruguayenne dans le cadre de l'Amérique latine.

9 Au cours des années dix, ces inquiétudes d'Herrera se sont aussi reflétées dans la correspondance échangée avec plusieurs auteurs hispano-américains qui partageaient ses intérêts en matière internationale. En 1912, Santiago Pérez Triana adressa plusieurs communications à Herrera, depuis la légation de Colombie à Londres. Souhaitant remercier l'auteur uruguayen de l'envoi de son ouvrage *La Doctrina Drago y el interés del Uruguay*, Pérez Triana lui exposait son avis sur la question : « Le point que vous soulevez dans votre estimable lettre concernant le fait que l'Uruguay a besoin d'être protégé par des grandes puissances voisines, serait contenu dans la déclaration proposée, à savoir que la conquête doit être proscrite du continent américain, non seulement pour les puissances européennes mais aussi pour les puissances américaines. Bien que je n'aie pas l'honneur de vous connaître, je ne veux pas que vous puissiez vous imaginer que je succombe à la candeur de croire qu'il suffit d'écrire les choses pour les faire respecter des peuples et des hommes, mais, que tout en étant faibles, les murailles de la légitimité établie par le droit des gens servent à quelque chose »¹⁵. Dans la même lettre, il lui annonçait l'envoi d'une collection de documents à propos de la Doctrina Drago, dont il était le compilateur¹⁶, et de deux exemplaires récents de la revue *Hispania*, concernant la doctrine Monroe. A plus d'une occasion il encouragea d'ailleurs l'auteur uruguayen à collaborer à cette publication.

10 L'année suivante, Herrera établit des contacts avec Simón Planas Suárez, ministre plénipotentiaire du Venezuela à Lisbonne. Intéressé par l'histoire diplomatique et les questions juridiques contemporaines à échelle supranationale, l'auteur publia, vers la moitié des années dix, un traité de Droit International Public, dont il envoya le premier volume à Herrera, dans l'espoir que celui-ci pourrait contribuer à sa mise en circulation dans la région du Rio de la Plata. Pour sa part, Planas Suárez manifestait son engagement à favoriser le rapprochement des intellectuels hispano-américains, dont l'ignorance réciproque devenait encore plus saisissante en comparaison de la place faite aux auteurs européens¹⁷. Bien que restant peut-être théorique, cette volonté de rapprochement témoignait d'un regard porté sur le vaste horizon continental. D'ailleurs, à en juger par les commentaires de cet auteur suite à la lecture de *La Doctrina Drago y el interés del Uruguay*, son évaluation de certains aspects d'actualité n'était pas très éloignée de celle d'Herrera.

11 Plus prolongé aurait été le rapport de ce dernier avec J. Guillermo Guerra, dont les archives portent traces pour les années 1917 à 1929. Ayant pris connaissance de l'intérêt d'Herrera pour les affaires de droit international hispano-américain, ce juriste chilien lui a fait parvenir son ouvrage relatif au Canal Beagle. Il aspirait à établir un échange de publications au sujet des prétentions argentines à la souveraineté sur les eaux du Rio de la Plata. Il envisageait d'aborder cette question, dont la portée dépassait le cadre des pays directement concernés, parce qu'elle mettait en jeu des principes de jurisprudence internationale pouvant affecter aussi des litiges en suspens entre l'Argentine et le Chili. Si les problèmes d'actualité occupaient la place la plus considérable dans la circulation de textes et de renseignements, nombre d'entre eux traitaient de sujets historiques. Ayant pris connaissance de la production d'Herrera autour de la *Guerra del Paraguay*, l'écrivain chilien a eu l'occasion, en 1919, de lui fournir une information à propos d'un mémorandum de Domingo Faustino Sarmiento. Dans ce document, ce dernier aurait fait référence à une proposition adressée au Brésil, visant l'annexion du Paraguay et de l'Uruguay¹⁸. Au cours de ces mêmes années Guillermo Guerra a entretenu des contacts avec d'autres auteurs se consacrant à l'étude de cette problématique. Au-delà du champ historique, les échanges entre ces auteurs se sont traduits par des actions politiques concrètes en 1924, à l'occasion d'un congrès de droit international à Stockholm. Le programme de la réunion prévoyait le traitement de la question des eaux territoriales. Considérant que deux des articles à présenter par l'Argentine lésaient les droits du Chili et de l'Uruguay, le juriste chilien proposa à Herrera de promouvoir un front commun de ces deux pays, pouvant inclure aussi le Brésil¹⁹.

Les leçons du passé

12 Le regard porté par Herrera sur les processus historiques régionaux entretenait des liens très étroits avec ses préoccupations contemporaines dans le domaine international. La place faite à l'Uruguay dans le contexte sud-américain, le tracé définitif des frontières et la détermination de stratégies relationnelles avec

les pays voisins ont occupé une place remarquable dans ses réflexions sur l'actualité et sur le passé. Les manifestations de l'auteur à propos de la juridiction du Rio de la Plata constituent un bon exemple de ses inquiétudes, et des rapports établis entre celles-ci et ses approches historiques. En août 1907, au moment de la polémique entretenue par Herrera avec José León Suárez, l'adhésion du gouvernement uruguayen à une réunion d'anciens combattants de la *Guerra del Paraguay* à l'occasion de l'anniversaire de la bataille de Yatay motiva un éditorial de *La Democracia* qui combinait les références historiques à la controverse contemporaine sur les frontières. Son auteur, très probablement Herrera, considérait comme « erronée l'attitude du gouvernement », car il était contraire à l'« intérêt national des uruguayens d'insister sur le culte officiel d'une tradition dramatique » comme celle de la *Triple Alianza*. Elle avait impliqué, ajoutait l'auteur, l'élargissement au « détriment du Paraguay et de nous-mêmes » d'un « voisinage que nous estimons déjà redoutable ». Et il concluait en signalant que vu que l'Uruguay était une « Nation petite et relativement faible [...], le bon sens le plus élémentaire nous dit que nous devons nous occuper très sérieusement d'éteindre les rancunes extrêmes et de conquérir des sympathies continentales de timbre bien précieux. Si par hasard nous l'avions oublié, l'incident récent des eaux juridictionnelles du Rio de la Plata nous montre, avec une éloquence cents fois utile, que le moment est venu pour le petit Uruguay d'organiser et de promouvoir, efficacement, sa politique extérieure. Nous devons cultiver des amitiés et des affections internationales dans tout le continent. Cet égorgement du Paraguay constitue un exemple inoubliable»²⁰.

13 Les références historiques n'ont pas non plus été absentes du débat engagé par Herrera avec le juriste argentin José León Suárez. Comme toutes les controverses concernant les frontières nationales, le conflit des eaux menait à la réflexion autour de la place faite à l'Uruguay dans la configuration régionale. Le problème des rapports avec les Etat limitrophes, toujours complexes et encore en étape de formulation, encourageait les considérations rétrospectives. D'après les polémistes, certains antécédents historiques compliquaient les négociations, prédisposant négativement les hommes politiques et l'opinion publique. Dans ce sens, Herrera insista sur les ingérences répétées des pays voisins dans les affaires internes de l'Uruguay, leur attribuant souvent des visées expansionnistes. José León Suárez, de même que son contradicteur, plaçait certains épisodes du passé à l'origine de la méfiance uruguayenne à l'égard des propositions argentines concernant la souveraineté sur le Rio de la Plata. Dans ce sens, il qualifiait les animateurs uruguayens tenant des positions extrêmes de « apôtres de l'argentinophobie » qui, « de même que le D. Carlos Travieso, ne vivent que pour nous être hostiles, pour nous maltraiter, pour nous attribuer tous les mauvaises pensées et nous ériger en cause des leurs malheurs nationaux. Ils furent d'abord les *blancos* car Mitre aida les *colorados*²¹ puis les *colorados* car Roca aida les *blancos* et quand ils ne veulent plus de nous ils nous brandissent [la question concernant la souveraineté sur l'île] Martín Garcia et d'autres questions qui n'ont pas d'autre objet pratique que de maintenir le feu sacré de la discorde entre deux peuples qui avaient été un seul et qui devraient continuer à l'être par le sentiment et par la pensée »²².

14 Dans sa communication suivante, il invitait Herrera à trouver une «solution amicale au nom de la race, de la raison [et] de l'histoire ». Le cas échéant, il présageait le risque d'une absorption de l'Uruguay par le Brésil. D'après le juriste argentin, cette vieille aspiration de Manuel José García trouvait encore des adeptes parmi les hommes politiques argentins tels que Juan José Romero²³. Dans sa réponse, qu'il a rendue publique, Herrera se prononçait pour une politique d'équidistance par rapport aux puissances limitrophes. Face au discours de son adversaire, qui mettait l'accent sur les facteurs ethniques et historiques qui rapprochaient l'Argentine et l'Uruguay, Herrera répliquait que « la fraternité entre les peuples se limite à une sympathie platonique et rien de plus, qui, en réalité, occupe toujours une place inférieure par rapport aux intérêts militaires de chacun d'entre eux »²⁴.

15 La controverse a également abordé le thème des « dettes » historiques entre les deux pays. Si le juriste argentin se vantait de la collaboration militaire argentine à l'indépendance uruguayenne, Herrera évoquait la contribution de son pays à la chute de Juan Manuel de Rosas, ainsi que la participation de l'Uruguay à la *Guerra del Paraguay*²⁵. Les divers niveaux d'enchevêtrement d'une histoire en commun encore très récente se sont aussi répercutés sur le terrain personnel, au cours du débat. Herrera a mis l'accent sur l'ascendance uruguayenne de José León Suárez qui rappelait, à son tour, le cas de Juan O'Leary : « fils d'Argentin, bien que paraguayen, je pourrais lui dire, comme toi à moi, qu'il essaie d'amoindrir 'le patrimoine de ses ancêtres' »²⁶. Pour ces espaces nationaux en construction, l'histoire constituait une référence aussi indéniable qu'hasardeuse pour ceux qui voulaient s'en servir. Herrera prit le risque.

16 En 1908, l'auteur publia le premier volume de *La Diplomacia Oriental en el Paraguay*. Si le livre se voulait une approche historique de la *Guerra de la Triple Alianza* et, notamment, des antécédents du conflit régional, la motivation conjoncturelle de son élaboration était la controverse sur les frontières fluviales qui se développait à ce moment-là entre l'Uruguay et l'Argentine. Cet épisode était perçu par Herrera comme une nouvelle séquelle de la *Guerra del Paraguay*, en tant que produit du déséquilibre géopolitique que celle-ci avait provoqué. Et l'auteur de signaler : « ces événements-ci découlent de ces événements-là, cette politique spoliatrice et menaçante de la République Argentine actuelle signale simplement une nouvelle manifestation de cette autre politique, menaçante, spoliatrice et sanglante qui a fait des *comuneros* un pays sans gens. En 1865 les deux nations puissantes qui nous oppriment ont rompu, sous le poids de ses armes, l'équilibre politique du Rio de la Plata. [...] Nous sommes encore écrasés sous la poussée sans conteste de ces victoires-là, qui ont tronqué nos grandes destinées externes en décrétant l'immolation des petites patries voisines »²⁷.

17 D'après Herrera, il ne s'agissait pas seulement de chercher les racines du conflit contemporain dans la configuration régionale résultant de la *Triple Alianza*. Son discours comportait aussi l'idée d'une certaine répétition. La *Guerra del Paraguay* –et l'épisode uruguayen qui l'avait précédée – constituaient des

situations exemplaires dont il était possible de tirer des leçons pour le présent. Selon l'auteur, le moment était venu de publier des documents « qui disent, à d'autres jours douloureux, la même chose, exactement la même chose, que nous devons dire actuellement. Les mêmes anxiétés natives palpitent dans ces paragraphes, illuminés par le désespoir ». Le moment historique analysé dans l'ouvrage et la dispute contemporaine au sujet des frontières s'inscrivaient, d'ailleurs, dans un long processus caractérisé par les « attaques à notre souveraineté » de la part d'hommes politiques argentins, tels que Manuel de Pueyrredón, Juan Manuel de Rosas, Bartolomé Mitre et le président argentin à l'époque de l'élaboration de *La Diplomacia Oriental en el Paraguay* (I), José Figueroa Alcorta. D'après l'auteur, « l'agression externe a changée de forme, mais son fond reste le même. [...] Il est utile de s'en souvenir quand l'avancée historique se répète, une autre fois ». Ces propos, tenus dans les premières pages du livre, ont été mis en pratique tout au long de l'ouvrage, qui combinait l'examen des événements historiques aux références présentes, en ayant souvent recours à l'analogie²⁸.

18 Dans le troisième chapitre, Herrera considérait les stratégies mises en œuvre par le ministre des affaires étrangères argentin Rufino de Elizalde lors des incidents diplomatiques entre ce pays et l'Uruguay, dans la période précédant le conflit paraguayen. Aux yeux de l'historien, la conception à propos de la juridiction du Rio de la Plata exprimée par le juriste argentin constituait la preuve que « seul le temps sépare le docteur Elizalde du docteur Zeballos, puisque les doctrines mutilatrices sont exactement les mêmes : il y a une différence de signature à peine ». Dans le camp opposé, la politique en matière internationale menée par Juan José de Herrera, visant à sauvegarder la souveraineté uruguayenne face à la menace argentine incarnée par Elizalde, constituait un modèle à suivre dans le présent. Un demi-siècle après les faits historiques, la diplomatie uruguayenne devait « reproduire les grandes formules de défense nationale » proposées par l'administration de Bernardo Berro. D'après l'auteur, « la neutralisation par les grandes puissances, le respect des [pays] frontaliers et le contrepoids rassurant apporté par des nobles solidarités étrangères intégrèrent, en 1865, un programme de chancellerie éclairé, appelé à se répéter, sans variations profondes, en 1908 »²⁹.

19 D'après l'orientation internationale conseillée par Herrera, la stabilité de l'Uruguay devait être garantie par l'action combinée des Etats européens y ayant des intérêts à sauvegarder comme l'Angleterre, la France, l'Italie et l'Allemagne, ou bien par les Etats-Unis, dans le cas où ceux-ci auraient refusé l'intervention extracontinentale au nom de la doctrine Monroe. L'homme politique encourageait le gouvernement de son pays à cultiver de bonnes relations avec ses voisins. Il considérait néanmoins que la possibilité pour les petits Etats d'établir un contrepoids dans la région, afin de faire face aux abus des puissances locales, s'était franchement amoindrie dans la configuration géopolitique issue de la *Guerra del Paraguay*. Quoi qu'il en soit, il s'attachait à souligner que la résolution du conflit de la juridiction du Rio de la Plata concernait l'ensemble des pays de la région pouvant exercer un certain contrôle sur les prétentions

argentines. Dans ce sens, il se méfiait du rapprochement entre ce dernier Etat et le Brésil. Cet accord qui, toujours suivant Herrera, avait joué un rôle déterminant dans le déclenchement du conflit de 1864, semblait redevenir actuel. L'auteur rappelait les réunions de l'ABC, « négociation à caractère très réservé entamée entre le Chili, le Brésil et l'Argentine, inspirée par l'intention d'assumer la conduite des destinées sud-américaines, en faisant l'impasse absolue sur le reste des Républiques concernées »³⁰.

20 En somme, l'ouvrage se structurait sur la base d'un ensemble d'analogies établies par l'auteur entre la conjoncture de 1864 et son présent. La doctrine Zeballos constituait la manifestation la plus récente d'une prétention argentine renouvelée à contrôler le fleuve au détriment des pays voisins. L'incident des eaux, que l'auteur qualifiait de « nouvelle formule impérialiste » s'inscrivait au moment de « la croissance fulgurante » de l'Argentine, tandis que l'étape du conflit paraguayen constituait le dernier épisode de l'« organisation nationale ». Dans les deux cas, les événements ne répondaient pas au « simple hasard », étant le produit de « circonstances organiques ». Dans ce contexte, la thèse fluviale argentine devenait inquiétante malgré les désaccords qu'elle avait suscités dans l'opinion de ce pays. Les fortes résistances opposées par la population à la *Guerra del Paraguay* n'avaient pas empêché, rappelait Herrera, le développement du conflit³¹. A cette époque-là, les hommes d'Etat uruguayens « ont prédit exactement ce qui allait se passer et [...] ils ont articulé, courageusement, les formules dignes du salut commun ». Malheureusement, ils n'ont pas été écoutés opportunément et « le désastre les a tous emportés »³². Se proclamant héritier de cette tradition politique et muni de l'autorité de l'historien, Herrera proposa un programme visant à consolider la situation internationale uruguayenne.

21 Les solutions ébauchées dans *La Diplomacia Oriental en el Paraguay* ont été développées par l'auteur dans son ouvrage *El Uruguay Internacional*, publié en 1912 pendant son séjour à Paris. La question de la juridiction du Rio de la Plata occupait une place considérable dans ce diagnostic général de la situation uruguayenne des premières décennies du XXe siècle. Elle était présente tout au long de l'ouvrage, dont un chapitre lui était entièrement consacré. D'après l'auteur, la position argentine par rapport au fleuve, exprimée dans la doctrine Zeballos, constituait un fait récent, « une légalisation extrêmement fragile qui a été tissée [...] *a posteriori* » sur une manifestation de force. Elle ne s'expliquait pas par le biais d'antécédents diplomatiques ou d'une base juridique qui lui manquaient, mais devait plutôt être insérée dans la longue chaîne d'abus commis par la « vieille ambition porteña » et son « dessein de domination ». En tant qu'épisode renouvelé de l'antagonisme déterminé par la géographie et nourri depuis la période coloniale, entre les pays baignés par le fleuve, « personne ne doit s'étonner du fait que la domination de l'estuaire et de ses rives soit un idéal argentin. Encore moins depuis le moment où -le Paraguay mutilé- l'équilibre international de cette région du continent a été brisé »³³. Cette référence à la *Triple Alliance* n'était pas isolée dans l'ouvrage, où l'auteur rappelait souvent cet « exemple » du passé récent³⁴. Le parallèle établi avec une situation du siècle précédent, ainsi que les prétentions

expansionnistes qu'Herrera attribuait au pays voisin, étaient des faits discutables. Il n'en reste moins vrai que, au-delà de toute considération de type historique ou juridique, le poids de la raison d'Etat dans les thèses argentines visant le contrôle des eaux a été reconnu par leurs propres portes-parole³⁵.

22 Replacée par l'auteur dans ce cadre, l'atteinte à la souveraineté uruguayenne, qui menaçait l'« existence autonome » du pays, « ne part pas d'un homme, elle naît d'un organisme »³⁶. Cette perception du problème conduisait Herrera à se méfier au même degré des positions extrêmes soutenues par Zeballos et le journal *La Prensa* que des réflexions d'Emilio Mitre et de *La Nation*, censées être modérées et même opposées à celles du premier³⁷. D'après l'auteur uruguayen, il n'existait pas de « désaccord de fond » dans l'ensemble de discours visant à légitimer à des degrés divers le droit argentin d'exercer le contrôle fluvial, prétention qui reflétait en fin de compte l'opinion publique de ce pays³⁸. Peut-être cette approche de la question pourrait-elle contribuer à expliquer son hostilité contemporaine –et historique– face à une tradition politique identifiée au *mitrismo* qui pouvait pourtant apparaître, à ce moment-là, comme un contrepoids aux positions les plus agressives dans le domaine des rapports internationaux. Son acharnement contre les propositions plus ou moins modérées, comme celles soutenues par Emilio Mitre ou par José León Suárez, protagoniste de la polémique de 1907, reste tout de même déconcertant.

23 Quoi qu'il en soit, la stratégie envisagée par Herrera se serait orientée vers l'internationalisation d'un conflit qu'il disait dépasser les intérêts uruguayens et argentins, en tant qu'il pouvait conduire à fermer « à volonté, la route fluviale que quatre nations ont intérêt à maintenir ouverte »³⁹. Le rapprochement des puissances voisines, produit de la politique de l'ABC sur laquelle se posait le regard méfiant d'Herrera⁴⁰, ne pouvait pas conduire à méconnaître certaines tendances rassurantes de la politique extérieure brésilienne de la première décennie du siècle. Chargé des Affaires étrangères depuis 1902, le Baron de Río Branco était convaincu des risques d'une intervention de l'Europe ou des Etats-Unis en Amérique du Sud, favorisée par l'instabilité politique des pays de la région. Dans ce cadre, il s'était prononcé contre l'ingérence brésilienne dans la situation politique des Etats voisins, et pour l'appui aux initiatives de consolidation interne⁴¹. L'accord de 1909 qui permettait à l'Uruguay de récupérer le droit de navigation de la Laguna Merim et du fleuve Yaguarón, en était la preuve. Herrera reconnaissait dans son ouvrage cette nouvelle orientation diplomatique, en signalant que « de nos jours rien n'appelle le Brésil au Rio de la Plata. Seule la prétention argentine de monopoliser l'estuaire pourrait imposer à la chancellerie *fluminense*, au nom de la défense légitime de l'entrée fluviale au Mato-Grosso, la remise en place d'une [politique] d'intervention diplomatique abandonnée il y a un demi-siècle. [...] Sa diplomatie n'entend pas s'engager dans l'aventure et elle préfère, à juste titre, se porter défenseur des faibles, méfiante de l'influence envahissante de l'Argentine dans les régions du Sur »⁴².

24 L'éventualité d'un conflit régional ne pouvant être néanmoins écartée, Herrera conseillait une attitude attentive et prévoyante. A ses yeux, les contingences de la situation politique paraguayenne contemporaine, « pugilat entre deux ambitions étrangères irréconciliables plutôt que lutte entre les partis internes »⁴³, mettaient en évidence que l'ingérence des puissants voisins dans les affaires des petits Etats était plus qu'un triste souvenir. L'auteur citait aussi l'exemple de la conjoncture politique argentine dans la période antérieure au gouvernement de Sáenz Peña, où primait « un parti qui préconisait le conflit » avec le Brésil. Cet antagonisme des puissances voisines avait risqué de provoquer des effets sur l'Uruguay, jouant un rôle important dans les litiges pour le contrôle des eaux du Rio de la Plata.

25 L'orientation de la politique extérieure argentine prônée par Sáenz Peña, et notamment le protocole de 1910 qui rétablissait le *statu quo* sur la question des eaux –bien qu'ayant été qualifié par Herrera de « document anodin »⁴⁴ sans conséquences juridiques apparentes– auguraient le dépassement d'une conjoncture diplomatique conflictuelle. S'il ne fallait pas s'attendre à des situations critiques dans l'immédiat, comment interpréter l'insistance d'Herrera sur la dénonciation du danger extérieur, celle-ci formulée non seulement au moment des incidents diplomatiques de 1907, mais aussi dans le paysage plus rassurant de 1912 ? D'une part, il est probable que la question de la souveraineté des eaux a été reconnue comme une affaire non mineure dans les cercles politiques uruguayens. Dans ce cadre, Herrera déploya une argumentation qui combinait les références historiques à la dramatisation du panorama contemporain, fondée sur la réduction des positions de ses adversaires à leur expression la plus extrême. Cette stratégie de confrontation pure et dure, dont l'un des objectifs principaux était vraisemblablement la mobilisation de l'opinion publique, n'aurait pas toujours été partagée, même à l'intérieur de son parti politique. En octobre de 1914, Juan Andrés Ramírez refusa la publication d'un article envoyé par Herrera au journal *El Siglo*. La décision était fondée précisément sur le fait que, d'après lui, l'interprétation radicale donnée par Herrera au discours de ses adversaires, finissait par annuler les soutiens possibles qu'il aurait pu trouver dans le camp opposé⁴⁵. D'autre part, compte tenu du fait que l'auteur avait produit son ouvrage pendant son séjour à Paris, son attitude pourrait-elle relever du tableau menaçant d'une Europe pleine de conflits en gestation, de laquelle il tire de nombreux exemples pour illustrer ses réflexions sur la situation sud-américaine ? Faudrait-il, en revanche, associer le diagnostic et les solutions proposées dans son travail à un regard plutôt fixé sur la situation interne de son pays ?

26 Nourri des expériences historiques régionales et européennes, le récit d'Herrera envisageait un itinéraire permettant à l'Uruguay de consolider sa situation internationale. D'après l'auteur, il fallait prendre garde à l'identification excessive avec l'un des grands Etats limitrophes, et notamment à l'Argentine, avec laquelle le pays entretenait traditionnellement des liens historiques et culturels forts. Il suggérait plutôt de se maintenir à une certaine distance des puissances voisines, et de profiter de leur rivalité pour soutenir les politiques

propices à l'Uruguay. La neutralisation du pays par celles-ci ou par certains Etats européens n'étant plus ni possible ni concevable à l'époque, la meilleure solution était celle de combiner l'affermissement de la position internationale du pays avec le renforcement des contacts diplomatiques avec les Etats-Unis. Ces derniers étaient perçus par Herrera comme les meilleurs garants de la situation des petites nations de l'extrême Sud de l'Amérique⁴⁶.

27 Au-delà des ressources de chancellerie, -et l'auteur de signaler que « la diplomatie constitue la défense des faibles »-, c'était le visage offert par le pays au monde qui devait le mettre à l'abri des possibles ingérences externes. De sorte que, en plus de souligner l'importance de dessiner un plan d'action cohérent sur le terrain international et de destiner les ressources humaines adéquates à la gestion des affaires étrangères, Herrera s'intéressa aux conditions internes de l'Uruguay. Il le décrivait comme un pays faible de par sa géographie, l'extension de son territoire, la basse densité de sa population, sa condition militaire précaire et son anarchie interne. Si certains de ces aspects n'étaient pas du ressort de l'Etat, d'autres dépendaient directement de la gestion du gouvernement. Sur ces derniers s'est centrée l'attention de l'auteur dans les derniers chapitres de l'ouvrage.

Histoire et frontières

28 Lors des premières décennies du XXe siècle, la construction des espaces nationaux en Amérique du Sud s'est aussi faite par le biais du renforcement des frontières, entraînant souvent des conflits plus ou moins sérieux. Dans ce cadre, les représentations du passé, notamment celles qui recoupaient le parcours de deux ou plusieurs Etats, ont joué un rôle remarquable. On a eu recours à l'histoire et à la mémoire dans le but de mobiliser l'opinion publique autour de diverses propositions concernant les rapports internationaux. On les a utilisées pour fonder les réclamations territoriales sur la base de configurations géographiques, ethniques et culturelles précédentes, pour appeler à la solidarité en fonction d'origines et d'expériences partagées, pour invoquer la concorde ou raviver la méfiance. On s'en est servi comme moyen de promouvoir, dans le présent, des résolutions censées être, en quelque sorte, des réparations aux injustices subies par des nations dans le passé.

29 En particulier, la période de la *Guerra del Paraguay* a joué sur ces différents registres, comme exemple exposé à l'opinion, comme fondement de l'action diplomatique, comme guide enfin de l'action politique. Ceci pourrait contribuer à expliquer que ce conflit armé ait précocement été un objet d'analyse, et même de controverse historiographique -peut-être n'a-t-il jamais cessé de l'être depuis le moment même de son avènement-, à une époque où vivaient encore un nombre considérable de ses protagonistes. Plutôt qu'une matière académique, il a été d'emblée une affaire de mémorialistes, de diplomates et d'hommes politiques⁴⁷. Des écrivains comme Jorge Maia, José Ignacio Garmendia, ou Fidel Maíz pourraient être rangés plutôt du côté des témoins. A la deuxième et troisième catégorie nommées -celles des diplomates et des hommes politiques-

appartenaient en revanche la plupart des correspondants d'Herrera qui se sont intéressés au problème de la guerre, parmi lesquels Alberto de Faría, Helio Lobo, Alfredo Varela, Estanislao Zeballos, Ernesto Quesada, José León Suárez, Juan E. O'Leary, et l'auteur de *La Diplomacia Oriental en el Paraguay* lui-même.

30 Presque sans exception, ils ont occupé des postes diplomatiques, ont traité des questions de droit international américain ou ont, du moins, approché le sujet depuis une perspective juridique contemporaine. Un nombre considérable d'enquêtes qui ont donné lieu à la publication d'ouvrages ou de documents autour de cette problématique, ont eu comme point de départ des circonstances d'actualité et ont été envisagées dans le cadre des activités de chancellerie. Dans une certaine mesure, la *Guerra de la Triple Alianza* restait, d'ailleurs, un enjeu diplomatique. Elle était présente dans les études prônant l'approfondissement des rapports commerciaux entre le Paraguay et l'Argentine, comme celles publiées en 1901 et 1902 par Ernesto Quesada⁴⁸. A la fin de 1913 et au début de l'année suivante, elle donna lieu à des manœuvres de la chancellerie argentine destinées à empêcher la circulation d'écrits consacrés au conflit paraguayen par l'écrivain vénézuélien Rufino Blanco Fombona. Deux ans plus tard, elle a été évoquée dans le cadre des réunions de l'ABC, lorsque la restitution des trophées pris au Paraguay par les alliés au cours du conflit, et l'arrêt du remboursement des dettes de guerre, ont été mis en considération⁴⁹. Dans les années trente, elle a fait partie des arguments déployés par le Paraguay pour renfoncer sa position dans la sphère internationale avant et durant la *Guerra del Chaco*. La question du conflit paraguayen a enfin été à l'origine d'incidents diplomatiques en 1939, suite à une campagne de presse développée par le journal *herrerista El Debate* concernant le tracé des frontières entre le Paraguay et l'Argentine⁵⁰.

31 Le regard supranational était l'un des traits caractéristiques de certains auteurs qui ont consacré des travaux au conflit de 1864, et entretenu des échanges épistolaires avec Herrera à ce propos, comme Carlos Pereyra, Rufino Blanco Fombona, et l'écrivain hispaniste Sylvio Julio. Parallèlement aux communications concernant ce sujet historique, diverses questions contemporaines de droit international avaient amené Herrera à établir des contacts avec d'autres auteurs, juristes et hommes politiques hispano-américains tels que C. E. Restrepo, J. Guillermo Guerra, Santiago Pérez Triana et Simón Planas Suárez. En dehors de leurs parcours et filiations idéologiques différents, ces acteurs partageaient le fait d'avoir porté leur regard au-delà du cadre national, ainsi que leur perception d'un ensemble de communautés latines liées dans le passé mais engagées aussi dans des problématiques d'actualité qui les concernaient toutes. Evidemment, cette perspective ne conduisait pas nécessairement à la formulation d'une version alternative de l'histoire continentale ou de certains de ses espaces régionaux. Néanmoins, il serait possible de cerner un composant significatif de l'approche historique révisionniste en signalant la volonté des animateurs de ce courant de dépasser les interprétations du passé hispano-américain limitées aux frontières d'Etats qui étaient, d'ailleurs, assez récentes.

32 Lorsque Blanco Fombona se réclamait du projet bolivarien, Juan O’Leary inscrivait la réhabilitation de Francisco Solano López dans le cadre d’une reconsidération de diverses figures de l’histoire continentale. Dans le cas d’Herrera, l’intérêt porté à la place faite à l’Amérique hispanique dans la scène internationale ne s’est pas traduit par une production historiographique dépassant le cadre de la région du Rio de la Plata. En revanche, Felipe Ferreiro, un autre représentant du courant révisionniste, très proche d’Herrera dans le champ politique, a entrepris au cours des années trente la tâche de repenser l’histoire de l’Amérique hispanique depuis la période coloniale. Comme dans le cas de Fombona, les références au projet bolivarien n’ont pas été absentes de ses travaux.

33 Dans les premiers décennies du XXe siècle, les discours révisionnistes à propos de la *Guerra du Paraguay* pourraient être donc considérés comme étant tributaires, jusqu’à un certain degré, du phénomène de construction des espaces nationaux, autant en ce qui concerne les représentations du passé que les affaires diplomatiques contemporaines. En même temps, le mouvement a eu des dimensions strictement nationales. Au Brésil, la remise en cause de la version traditionnelle de la guerre s’est développée en rapport étroit avec l’idéologie positiviste, dans son double aspect de condamnation du régime monarchiste et de pensée universaliste qui envisageait l’Amérique Latine comme un tout⁵¹. Intimement lié au processus de consolidation nationale en Argentine, le conflit de 1864 n’y a été l’objet d’une révision profonde que plusieurs décennies plus tard. En Uruguay, ce sujet concernait directement les traditions politiques nationales. Il y était un enjeu d’histoire et de mémoires fragmentées. Les partis issus de la réorganisation du système politique uruguayen ont visé, à de divers degrés, sa récupération comme élément identitaire. Au Paraguay, les rapports entre l’héritage de la période de la guerre et les courants d’idées qui animaient le champ intellectuel et politique du pays à l’aube du XXe siècle, s’avèrent moins évidents. En tous cas, la prise de position autour de la figure de Francisco Solano López a été à la base du fort clivage qui divisa le champ culturel et l’opinion publique.

Notes

¹ En ce qui concerne ce sujet cf. Francisco Doratioto, « En busca del equilibrio: la política exterior paraguaya entre 1920 y 1925 », *Revista Paraguaya de Sociología*, 33ième année, n° 95, janvier-avril 1996, p. 113-129. Voir en particulier p. 119-120.

² Cf. María Julia Ardao, « Prólogo » dans Luis A. de Herrera, *La diplomacia oriental en el Paraguay*, Montevideo, Cámara de Representantes, 1989, t. 1, p. XXVII-XLVI. Voir en particulier p. XLV et XLVI ; et Juan Enrique Fischer, « Prólogo » dans Luis A. de Herrera, *La Doctrina Drago y el interés del Uruguay*, Montevideo, Cámara de Representantes, 1991. (Première édition : 1908). p. XXIII-XLII. Voir en particulier p. XXIX et XXX.

³ Homme politique et historien uruguayen (1873-1959). A partir des années vingt il occupa la présidence du parti *Nacional* durant de longues périodes. Il a été le leader de l’herrerismo, fraction souvent majoritaire de ce parti politique ancrée dans son aile conservatrice. Herrera a occupé diverses positions dans la sphère publique : député en 1905 et 1914, président du Conseil National d’Administration (organisme du pouvoir exécutif collectif uruguayen) dans la décennie de 1920,

sénateur pendant deux périodes législatives successives dans les années trente. Il s'est porté candidat à la présidence de la République à plusieurs reprises. Dans le champ historiographique, il se trouve parmi les animateurs les plus marquants du courant appelé *reversionismo* dans la région du Rio de la Plata, constituant une figure clé du versant uruguayen du mouvement.

4 Cette manifestation se produisait dans le cadre de l'intervention de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Angleterre au Venezuela, lancée cette même année pour cause d'engagements financiers non réglés.

5 En 1902 Rufino Blanco Fombona publia sa brochure *La americanización del mundo* (Amsterdam, 1902), dédiée aux journalistes d'Espagne et de l'Amérique Latine, et élaborée en réponse à un livre de W. T. Stead portant le même titre, où ce dernier prônait une alliance anglo-saxonne visant à l'établissement d'un empire mondial. Dans la partie de son travail consacrée à la politique hispano-américaine, l'auteur vénézuélien, Consul de son pays à Amsterdam, proposait de se servir momentanément de la doctrine Monroe contre les ingérences européennes et, en même temps, de promouvoir l'idée latine pour neutraliser l'influence nord-américaine. Hostile, comme le serait aussi Herrera, à l'influence de plus en plus marquée des Etats-Unis en Amérique Latine, il en voyait néanmoins, de même que l'auteur uruguayen, un instrument de contrepoids à court terme. Parallèlement, il préconisait le rapprochement des nations de « race » espagnole, et même une alliance luso- hispano-américaine. Un congrès de plénipotentiaires latino-américains, à l'image du congrès de Panamá promu par Bolívar, permettrait de négocier des accords, en s'inclinant vers le panaméricanisme ou bien vers le pan-latinisme. Le compte rendu de cette brochure a été publié dans la revue uruguayenne *Vida Moderna*, Montevideo, no. 23, octobre 1902, p. 297-299. Il est intéressant de noter la position de Blanco Fombona par rapport à la politique internationale, étant donné le rôle remarquable qu'il a joué au cours des décennies suivantes, dans la formulation et la mise en circulation d'une production historiographique à caractère révisionniste.

6 L'autre publication engagée dans la polémique était le journal *El Día*, qui représentait la position majoritaire du parti *Colorado* au pouvoir, favorable à la présentation de la motion argentine devant le congrès. Cf. *La Democracia*, Montevideo, 3 et 4 mai, et 20 juin 1907; et *El Día*, Montevideo, 9 mai et 19 juin 1907. Cit. dans L. A. de Herrera, *La Doctrina Drago...*, op. cit., p. 85-101. Articles recueillis par José Ma. Oliú.

7 L'argumentation était la suivante : l'impossibilité d'exiger le paiement compulsif des dettes de la part des puissances européennes pouvait être défavorable à l'Uruguay. Ce facteur aurait possiblement fait augmenter le risque pris par les investisseurs, provoquant une hausse des taux d'intérêt fixés par ceux-ci.

8 Commencé à partir d'une lettre que José León Suárez adressa à Herrera, au sujet d'un article publié par celui-là dans *La Democracia*, l'épisode a été suivi par un échange de correspondance entre ces deux auteurs, ainsi que par la publication parallèle, dans la presse, d'un certain nombre de leurs lettres, d'interviews, et d'articles. Par rapport à la correspondance échangée cf. Museo Histórico Nacional, Archivo Luis A. de Herrera (dès lors M.H.N., A.L.A.H.), Correspondance (1901-1907). Lettres écrites le 9, 19, 22, 27 et 28 août, et le 4 septembre 1907, respectivement f. 51, 52, 53, 54, 56 et 58. Dans la communication du 4 septembre, José León Suárez annonçait à Herrera son intention de se mettre à l'écart du débat.

9 Apparemment, Herrera n'avait pas préalablement demandé l'autorisation à Assis Brasil pour publier sa communication privée. Cf. *La Democracia*, Montevideo, le 1^{er} septembre, p. 1, éditorial; le 3 septembre, p. 3; et le 4 septembre 1907, p. 3. Dans l'une de ses réponses journalistiques à José León Suárez, l'auteur uruguayen signalait : « Ce ne sera certainement pas un caprice qui règlera le différend sur l'estuaire. La question concerne une moitié de l'Amérique du Sud, directement touchée par l'affaire, et une autre moitié de l'Amérique du Sud, intéressée à sa solution du point de vue doctrinal ». Au cours d'une lettre adressée au juriste argentin Herrera avait également soutenu que l'Uruguay « n'a pas besoin de mendier la reconnaissance de ses droits. Quand bien même nous ne les voudrions pas –et très probablement nous les voudrions – ni l'Amérique du Nord, ni le Brésil ne sauraient nous permettre de renoncer à nos droits de pays côtier ». M.H.N., A.L.A.H., Correspondance (1901-1907), f. 52, 19/8/1907. Souligné dans le texte.

10 Cf. Fernando Devoto, « De nuevo el acontecimiento: Roque Sáenz Peña, la reforma electoral y el momento político de 1912 », *Boletín del Instituto de Historia Argentina y Americana 'Dr. Emilio Ravignani'*, Troisième série, n° 14, 2ème semestre 1996.

- 11** Cf. Beatriz Rosario Solveira, *La Argentina, el ABC y el conflicto entre México y Estados Unidos (1913-1916)*, Córdoba, Centro de Estudios Históricos, 1994, p. 27-67.
- 12** Intervention de Luis A. de Herrera à la chambre des députés. Diario de Sesiones de la Cámara de Representantes (dès lors D.S.C.R.), Montevideo, le 15 mai 1915, t. 240, p. 370-378. Citations tirées respectivement des p. 371 et 372.
- 13** *Ibid.* Citation tirée de la p. 377.
- 14** *Ibid.* Citation tirée de la p. 372.
- 15** Et l'auteur de souligner le rôle pouvant être joué par l'opinion publique dans la violation récente, de la part des Etats-Unis, d'un pacte signé avec la Colombie. M.H.N., A.L.A.H., Correspondance (1912), f. 44. Londres, 4/4/1912.
- 16** *La doctrina Drago. Colección de documentos*. « Introduction de Santiago Pérez Triana », Londres, Impr. De Wertheimer, Lea y Cía, 1908.
- 17** Cf. M.H.N., A.L.A.H., Correspondance (1913). Lettres écrites à Lisbonne, 9/6/1913, 20/10/1913 et 22/4/1916, respectivement f. 36, 64 et 32. D'après ces quelques lettres conservées dans les archives, Herrera lui avait fait parvenir *El Uruguay Internacional, La Revolución francesa y Sud América, La Doctrina Drago y el Interés del Uruguay, Desde Washington* et le deuxième volume de *La Diplomacia Oriental en el Paraguay*.
- 18** M.H.N., A.L.A.H., Correspondance (1919). Cf. lettres écrites à Santiago de Chile, 13/5/1919 et 15/7/1919, respectivement f. 31 et 52. D'après Guillermo Guerra, ledit document avait été publié dans les *Obras Completas* de Sarmiento, *Cuestiones Americanas*, où Herrera aurait d'ailleurs pu trouver d'autres articles à propos du Paraguay et de la guerre, utiles à son travail.
- 19** M.H.N., A.L.A.H., Correspondance (1922 et 1924). Cf. Lettres écrites à Santiago de Chile, 20/9/1922, 15/3/1924, 2/4/1924, 6/7/1924, 26/7/1924, 13/8/1924, 9/9/1924 et 15/11/1924, respectivement f. 43, 23, 24, 37, 54, 61, 76 et 123.
- 20** *La Democracia*, Montevideo, le 20 août 1907, « El agravio exterior », éditorial. Dans une lettre adressée par le paraguayen Juan E. O'Leary à Herrera, et publiée le lendemain dans ledit journal, le premier affirmait que « Les anciens problèmes internationaux n'ont pas encore été résolus en l'Amérique *rioplatense*. La préoccupation patriotique de Berro et de López face au déséquilibre du Rio de la Plata reste la même qui agite le cœur des *orientales* [uruguayos] et des paraguayens... ». Sur ce point, il prônait « le rapprochement des petites patries, comme le seul salut face au danger représenté par le voisinage des peuples grands et ambitieux ». Lettre du 4 juillet 1907, publiée dans *La Democracia*, Montevideo, le 21 août 1907, p. 3, « Solidaridad paraguaya ».
- 21** L'auteur fait allusion aux partis *Blanco* et *Colorado*, courants politiques uruguayens structurés dans la période de l'organisation nationale. Créé dans les dernières décennies du XIXe siècle, le parti *Nacional*, dont Herrera faisait partie, a partiellement recueilli le legs de l'ancienne tradition *blanca*.
- 22** M.H.N., A.L.A.H., Correspondance (1901-1907), Buenos Aires, 22/8/1907.
- 23** Cf. M.H.N., A.L.A.H., Correspondance (1901-1907), f. 53, 22/8/1907.
- 24** Article paru dans *La Democracia*, Montevideo, le 27 août 1907, IVème année, n° 81. p. 1, « Con el doctor Suárez ».
- 25** Cf. *La Democracia*, Montevideo, le 27 août 1907, IVème année, n. 81. p. 1, « Con el doctor Suárez ».
- 26** M.H.N., A.L.A.H., Correspondance (1901-1907), f. 54, 27/8/1907.
- 27** L. A. de Herrera, *La Diplomacia Oriental en el Paraguay*, op. cit., t. I, p. 5.
- 28** *Ibid.* Citations tirées de la p. 5.
- 29** *Ibid.* Citations tirées des p. 49 et 339.
- 30** *Ibid.* Citations tirées des p. 336, 328 et 337.
- 31** Cf. *Ibid.*, p. 332.
- 32** *Ibid.* Citations tirées de la p. 300.
- 33** Luis A. de Herrera, *El Uruguay Internacional*, Montevideo, Cámara de Representantes, 1988. Citations tirées des p. 223 et 188.
- 34** Cf. *Ibid.*, notamment la p. 183, où l'auteur établit un parallèle entre l'Uruguay et le Paraguay, « réduit, celui-ci, dans son sol, il y a un demi-siècle et réduit, celui-là, dans ses eaux, à présent » (p. 183). Cf. aussi p. 194, 216, 244, 256-257 et 268.
- 35** Dans une lettre à caractère confidentiel adressée à Herrera le 9 août 1907, José León Suárez signalait les difficultés à résoudre une question qu'il jugeait marquée « par nos nécessités

immédiates et impérieuses, non d'agrandissement mais de conservation » Cf. M.H.N., A.L.A.H., Correspondance (1901-1907), f. 51. Buenos Aires, 9/8/1907. Souligné dans le texte. Dans une communication postérieure, l'auteur insistait sur ce point : « [...] nous ne voulons des eaux ni des poissons sans motif. Ce que nous voulons, parce que nous en avons impérativement besoin, c'est exercer une juridiction susceptible de garantir notre sécurité » Lettre « réservée », Buenos Aires, 22/8/1907, f. 53.

36 L. A. de Herrera, *El Uruguay International*, op. cit. Citations tirées respectivement des p. 209 et 221.

37 Cf. *Ibid.*, p. 221 et 226-231.

38 Cf. *Ibid.*, p. 228.

39 L. A. de Herrera, *El Uruguay Internacional*, op. cit., p. 226.

40 Et l'auteur de signaler : « le désaccord entre les pays limitrophes constitue la meilleure garantie pour notre stabilité. On parle maintenant d'une alliance entre eux, à des visées secrètes. [...] Peut-on vraiment imaginer que si cette alliance se matérialise il n'aurait pas dans son texte des clauses secrètes établissant le sort réservé à l'Uruguay et au Paraguay ? ». *Ibid.*, p. 268.

41 Cf. F. Doratioto, « En busca del equilibrio... », op. cit., p. 114.

42 L. A. de Herrera, *El Uruguay Internacional*, op. cit., p. 178-179.

43 *Ibid.*, p. 257.

44 *Ibid.*, p. 238.

45 Parcourant la lettre d'Herrera, Ramírez avait remarqué qu'on y « soutient de manière catégorique qu' 'aucun penseur argentin de poids a proclamé les droits de notre pays au Rio de la Plata dans son juste et honnête acception'. [...] Si ceci était exact, et ce n'est pas le cas, nous ne devrions pas disputer à Zeballos le droit de le rendre public ». M.H.N., A.L.A.H., Correspondance (1914), f. 61. Montevideo, 7/10/1914.

46 La perception de l'auteur de l'influence de la politique extérieure nord-américaine en Amérique du Sud a beaucoup changé durant les années trente, et notamment lors de la deuxième guerre mondiale, dans le cadre d'application du panaméricanisme.

47 Les rapports établis entre la tâche de l'historien et le pouvoir politique dans le cadre des conflits frontaliers, durant la période précédant la professionnalisation de l'historiographie argentine (dernières décennies du XIXe siècle et début du suivant), ont été signalés par Pablo Buchbinder. D'après lui, non seulement dans le cas de ce pays, mais dans celui de plusieurs Etats de l'Amérique du Sud, « les problèmes du tracé de frontières ont été un facteur essentiel qui encouragea les gouvernements à entamer des études historiques dans des archives nationales et étrangères ». Cf. Pablo Buchbinder, « Vínculos privados, instituciones públicas y reglas profesionales en los orígenes de la Historiografía argentina », *Boletín del Instituto de Historia Argentina y Americana 'Dr. Emilio Ravignani'*, troisième série, n° 13, 1er semestre 1995.

48 Cf. Ernesto Quesada, « La política argentina en el Paraguay », *Vida Moderna*, Montevideo, février 1901, 2ème année, p. 58-83; *La política argentino-paraguaya*, Buenos Aires, Bredhal, 1902.

49 Cf. M.H.N., A.L.A.H., Correspondance (1915), f. 28. Lettre de Juan O'Leary adressée à Herrera, Buenos Aires, 26/5/1915.

50 Après avoir annoncé un accord possible sur les frontières entre l'Argentine et le Paraguay, *El Debate* profita de la revendication argentine des îles Malvinas à la Conférence de Panama, pour signaler les droits paraguayens sur le Chaco Austral. Dans les jours suivants, le journal se chargea d'apporter des arguments historiques en faveur de sa thèse, parmi lesquels la reproduction du *Tratado de la Triple Alianza*, ainsi qu'une carte géographique qui « met en évidence jusqu'à quel point le Paraguay fut mutilé par les alliés de 1865 ». Le ton belliqueux du périodique a provoqué des inquiétudes au sein de la propre légation paraguayenne à Montevideo qui publia, au début de novembre, un communiqué officiel désavouant ces publications. Cf. *El Debate*, Montevideo, le 6 juillet 1939, p. 5, « Gestos que enaltecen » ; et le 6 octobre 1939, p. 7, « ¡Devolver lo ajeno! ».

51 Cf. Francisco Doratioto, *Maldita Guerra. Nova história da Guerra do Paraguai*, San Pablo, Companhia das Letras, 2002, p. 86.

Pour citer cet article

Référence électronique

María Laura Realí, « Représentations du passé et discours politiques en Uruguay dans la première moitié du XXe siècle », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [En ligne], Extraits de thèses, mis en ligne le 16 décembre 2006, consulté le 22 mai 2017. URL : <http://nuevomundo.revues.org/1849> ; DOI : 10.4000/nuevomundo.1849

Auteur

María Laura Realí

Articles du même auteur

- [Iniciativas de conmemoración histórica Uruguay-Paraguay. La devolución de un trofeo de la guerra de la Triple Alianza en 1915](#) [Texte intégral]

Paru dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Colloques

- [La revisión de la lectura “clásica” del conflicto en la producción de Luís A. de Herrera](#) [Texte intégral]

Paru dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Colloques